

## INFORMATION COVID-19 : Publication d'annonces légales

Le service de publication des Annonces Légales du Nouvel Economiste reste ouvert et est en mesure de traiter vos commandes comme il le fait habituellement. (prise de commande, devis, attestation de parution, justificatifs).

Tél : 01 75 444 117 - Mail : annonceslegales@nouveleconomiste.fr

Le nouvel Economiste suit de près l'évolution nationale du Covid-19 (coronavirus). Notre priorité est le maintien opérationnel de notre société de manière à garantir à nos clients un niveau de service optimum. Nos salariés sont au cœur de notre dispositif. Nous prenons toutes les mesures possibles pour leurs éviter de s'exposer aux risques de contamination. **Tous nos collaborateurs peuvent télétravailler sans se déplacer.**

Dettes/PIB

# La tentation de l'inflation

Elle sera peut-être bienvenue pour réduire les dettes publiques, parce que nous n'aurons pas trouvé d'autres solutions

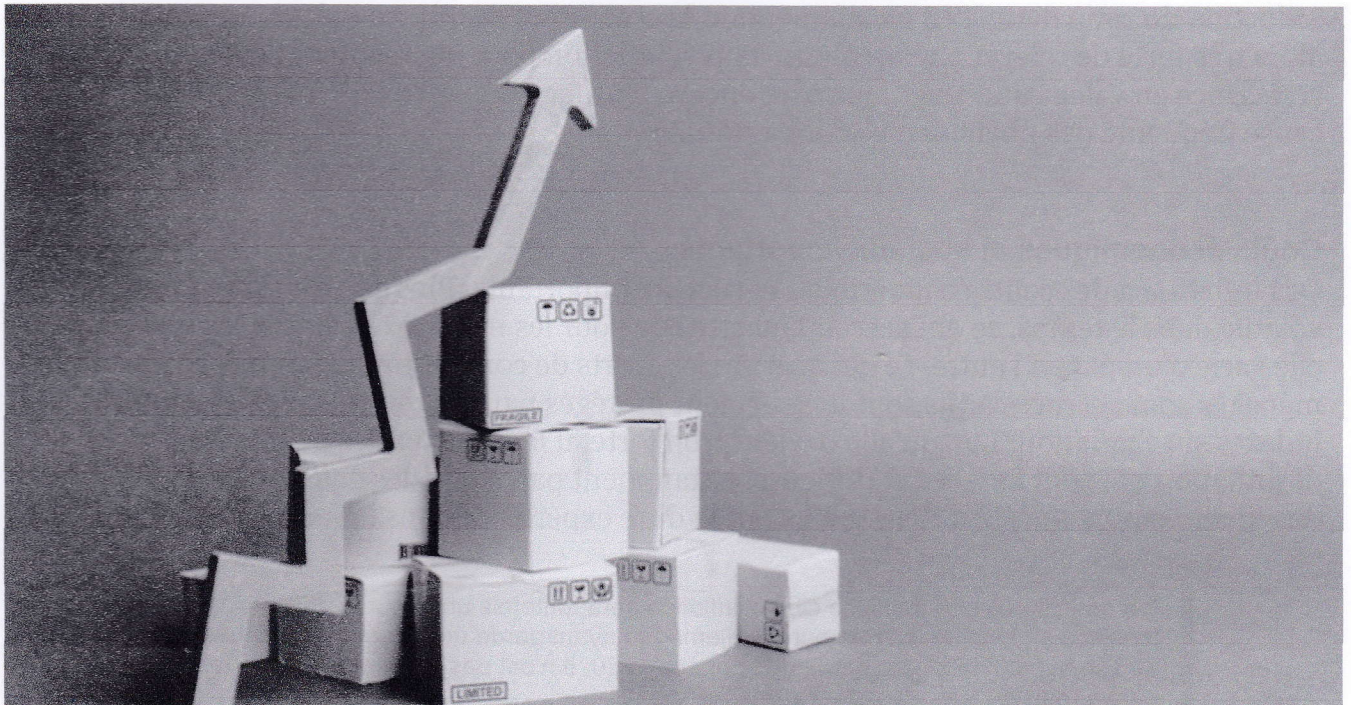


Photo par ilixe48, Freepik.com



*Mécomptes publics, François Ecalle*

Les dettes publiques vont fortement augmenter en 2020 et les années suivantes, alors qu'elles étaient déjà très élevées dans certains pays en 2019. L'inflation permettra-t-elle de les réduire, comme elle le permet, avec la croissance économique, après les guerres mondiales ?

L'inflation ne se décrète pas et il n'est pas facile de la faire repartir, comme l'ont observé plusieurs banques centrales ces dernières années. La crise qui commence résulte de chocs

simultanés sur l'offre et la demande dont l'impact sur les prix est très incertain. Supposons néanmoins que les flots de liquidités injectés par les banques centrales et les États fassent remonter l'inflation durablement et nettement au-dessus de la cible actuelle de 2 % de la BCE.

“L'inflation ne se décrète pas et il n'est pas facile de la faire repartir, comme l'ont observé plusieurs banques centrales ces dernières années”

Les taux d'intérêt des nouveaux emprunts augmenteront plus ou moins vite comme l'inflation. Toutefois, le “taux apparent” de la dette publique, rapport entre la charge d'intérêt annuelle et le stock de dette, n'augmentera que lentement, au fur et à mesure du remplacement des anciens emprunts à taux bas par de nouveaux emprunts à taux plus élevé. Ce taux apparent de la dette restera donc très faible pendant longtemps.

Or plus il est faible au regard du taux de croissance en valeur du PIB, plus il est facile de réduire la dette publique en pourcentage du PIB. Une inflation plus forte facilite donc la réduction du ratio dette/PIB en augmentant la croissance du PIB en valeur. La tentation est alors très forte de relever encore plus le taux d'inflation pour augmenter encore plus la croissance en valeur du PIB et maîtriser encore plus facilement la dette publique. C'est une cause fréquente des phénomènes d'hyperinflation.

### Coûts économiques et sociaux importants

Or l'inflation a des coûts économiques et sociaux importants. Plus elle est forte, plus elle est volatile dans le temps, ce qui accroît l'incertitude pour les ménages et entreprises, et plus elle varie d'un pays à l'autre, ce qui aggrave les écarts de compétitivité. Les inégalités entre ménages sont accrues car ils sont inégalement protégés par des revenus plus ou moins indexés sur l'inflation. Lorsqu'elle devient trop forte, il faut mener des politiques de désinflation qui sont longues et difficiles, notamment parce qu'elles compliquent la gestion des finances publiques. La France en a fait la dure expérience dans les années 1980.

“La définition d'une nouvelle cible d'inflation sera toutefois une source de très fortes tensions au sein de la zone euro, l'Allemagne ayant gardé un très mauvais souvenir de son hyperinflation du début des années 1920. Il n'est pas certain que la zone euro y résiste”

Malgré ces risques à long terme, une inflation plus forte sera peut-être bienvenue dans les prochaines années pour réduire les dettes publiques parce que nous n'aurons pas trouvé d'autre solution. La définition d'une nouvelle cible d'inflation sera toutefois une source de très fortes tensions au sein de la zone euro, l'Allemagne ayant gardé un très mauvais souvenir de son hyperinflation du début des années 1920. Il n'est pas certain que la zone euro y résiste.

Le site [www.fipeco.fr](http://www.fipeco.fr) développe les analyses de François Ecalle.

### A lire également

[Alors, inflation ou déflation ?](#)

[Vous êtes plutôt inflation ou plutôt déflation ?](#)